

baisse des migrations) et le Centre de développement, un groupe de réflexion interne qui accomplit du travail utile sur les relations entre divers sujets, notamment les migrations.

Le Groupe de travail et l'Unité sont entravés dans leurs activités par le peu d'importance que l'OCDE attache dans l'ensemble, y compris à ses réunions ministérielles, à la question des migrations. Néanmoins, des conférences générales et régionales sont convoquées sur des questions utiles liées aux migrations; signalons notamment une importante conférence tenue à Madrid en 1993 sur les migrations et le développement qui a été coparrainée (et cofinancée) par le Canada, ainsi qu'une série coordonnée de réunions régionales sur « les migrations, le libre-échange et l'intégration régionale » pour l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, l'Asie, la Méditerranée (les deux rives) et l'Amérique du Nord (la conférence sur l'Amérique du Nord aura lieu au Mexique en octobre prochain). Ces réunions sont censées aboutir en 1998 à une conférence intergouvernementale générale visant à faire la synthèse des résultats des réunions régionales. Compte tenu de la divergence en matière d'approche entre les ministères chargés des migrations et ceux qui sont chargés de la politique commerciale dans la plupart des pays de l'OCDE, y compris le Canada, on peut s'interroger sur les résultats que peut produire cette conférence.

Un des problèmes que présentent ces initiatives de l'OCDE est que les conférences et ateliers (qui chevauchent parfois d'une manière gênante des réunions analogues convoquées par d'autres organisations) consistent largement en des présentations de communications savantes, dont beaucoup sont certes de haut calibre, les représentants gouvernementaux ne jouant qu'un rôle mineur, et qu'on ne tente nullement d'aboutir à des conclusions qui soient contraignantes pour les participants. Les gouvernements participent de manière irrégulière et ne sont pas nécessairement représentés par des responsables des politiques. Les délibérations, aussi éclairées soient-elles, tendent à être connues uniquement des participants et à n'être guère diffusées. Elles ont donc une valeur largement éducative pour les participants seulement et n'ont guère d'incidence discernable sur la politique. Le Canada devrait continuer à appuyer les démarches de l'OCDE, mais sans nécessairement y consacrer des ressources considérables.

L'an dernier, l'OTAN a tenu à Varsovie un colloque sur « Les aspects économiques de l'incidence des migrations et des réfugiés sur la sécurité d'État », qui, comme les conférences de l'OCDE, a attiré des membres du milieu universitaire et des représentants officiels sans aboutir à des conclusions définitives. Un représentant canadien y a assisté. Il s'est probablement agi d'une initiative de sensibilisation utile pour un certain nombre de représentants de la CEI ne possédant pas de renseignements sur les questions pratiques liées au contrôle frontalier. L'avantage principal du colloque pour les Polonais a probablement été d'enrichir leur relation générale avec l'OTAN, en vue de leur demande d'adhésion. Rien ne semble justifier une reprise de cette initiative, mais pour une raison obscure, l'OTAN a été persuadée de coparrainer avec le ministère grec responsable de la région égéenne une conférence de trois jours, en septembre 1997, sur les « Aspects non militaires de la sécurité en Europe méridionale : migrations, emploi et marché du travail », qui ressemble étrangement à la